



n°96/02 - Février 1996

L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE ET EN ASIE DU SUD-OUEST

Les deux articles qui suivent ont été publiés par "Cahiers pour croire aujourd'hui" (Assas Éditions : 14, rue d'Assas 75006 Paris - Rédacteur en chef: Luc: Pareydt) : Christian Lecbervy - Asie du Sud-Est: le temps de l'islam (n° 166 15.06.1995, pp.3-9) et; Henri Coudray - L'Islam en Afrique noire (n° 171 15.10.1995, pp.24-29). Nous remercions la Rédaction de la susdite revue de nous avoir accordé l'autorisation de reproduire ces textes.

L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE

par Henri COUDRAY, Jésuite

Le vieil Islam noir, traditionnellement ouvert et tolérant, est, agité par divers courants réformateurs.

L'Islam et son projet d'islamisation du continent africain : tel serait, selon Mgr Sarah, archevêque de Conakry, l'un des trois défis lancés à l'Afrique en cette fin du XX^e siècle. Le 11^e Séminaire islamique mondial semble lui donner raison en déclarant : "L'Afrique est le continent de l'Islam". Sur les 525 millions d'habitants de l'Afrique noire, les chrétiens sont environ 255 millions et les musulmans 168. Ils constituent 26% de la population globale en Afrique orientale, 9% en Afrique centrale (si l'on y inclut le Tchad) et 45% en Afrique occidentale.

QUATRE ENSEMBLES GEOPOLITIQUES

Qu'en est-il de cet "Islam africain" ? et d'abord, peut-on parler d'un Islam africain ? En termes de **géopolitique**, c'est sa diversité qui frappe. On distingue en effet

- Un Islam **sahélien**, dans les pays adossés à la "rive" sud du Sahara ("sahel" signifie "rivage" en arabe), du Sénégal à la Mer Rouge. Introduit dès le X^e siècle, de manière ponctuelle par le Nord, permanente par l'Ouest (1), c'est l'Islam des marchands et des confréries. Islam pacifique, avec les notoires exceptions des *jihads* almoravide (XI^e) et peuls (deux fois au XIX^e). Islam des grands

empire sur les pistes de l'or et du kola... et de la traite négrière. L'emprise des grandes aristocraties y reste sensible jusqu'à ce jour.

- Un Islam **swahili**, dans les régions côtières de l'Océan Indien, de la Corne au Zambèze. C'est le plus ancien du continent (VII^e siècle), mais aussi, jusqu'au siècle dernier, le plus clos sur lui-même : Islam étranger des caboteurs arabes négociant dans leurs comptoirs, sans échanges religieux avec l'arrière-pays. Islam étonnamment dynamique depuis quelques lustres, l'usage du swahili (langue née d'un métissage de l'arabe et des parlers bantous) favorisant la circulation des idées et des biens. Il est plus bigarré encore que partout ailleurs, avec ses composantes arabe, indienne et bantoue.

- Un Islam côtier **ouest-africain**, du Liberia au Cameroun. Introduit à partir des années trente par des immigrants sahéliens, cet Islam est jeune, rassemble des communautés dynamiques, ouvertes sur les cultures ambiantes et, généralement, tolérantes.

- Un Islam **centrafricain**, formant, du nord-Cameroun au Burundi, un croissant incurvé au nord-est. Islam en voie de constitution, par infiltration d'apports sahéliens et swahili. Ces communautés, encore fragiles, font l'objet d'une sollicitude spéciale des pays arabes.

La diversité des héritages historiques de ces quatre ensembles géopolitiques est redoublée par celle des enracinements ethniques. Le facteur ethnique est important dans les rapports de forces entre communautés, y compris à l'intérieur même de la communauté musulmane (tel le conflit Yoroubas/Haoussas-Foulanis au Nigeria).

L'ISLAM TRADITIONNEL

Au-delà de ses diversités, on peut cependant parler d'un Islam en Afrique noire.

- Islam **synchrétique**, né du mariage du rite malikite (2) avec le vieux fonds animiste du terroir ; majoritairement dominant, cet Islam se caractérise par la large hospitalité qu'il accorde aux pratiques préislamiques : rites populaires de divination, usage thérapeutique du Coran, charmes et amulettes, sacrifices organisés par les mosquées contre les calamités naturelles.

- Islam **maraboutique**, où l'omniprésence du "marabout" réintroduit un succédané de clergé dans une religion qui se prévaut de n'en point comporter. Dépositaire de la science coranique et dispensateur des faveurs divines, il constitue un réseau très dense d'intermédiaires entre Dieu et les croyants, mais avec de formidables écarts de niveau entre un "haut clergé" de lettrés et un "bas clergé" à l'ignorance souvent stupéfiante, en passant par tous les stades intermédiaires.

- Islam **confrérique**, les confréries ayant assuré - dans les régions sahéliennes - l'islamisation des campagnes, après que l'Islam se fut longtemps cantonné dans l'entourage des princes et les milieux lettrés et commerçants. Elles occupent désormais tout le champ de l'islam africain. Contestées récemment par les "modernes", elles demeurent très puissantes (telle la *ndjaniyya* dans le Sahel) et jouent même parfois, comme au Sénégal, un rôle économique et politique de premier ordre.

- Uri islam **politique**, où l'appartenance communautaire est suffisamment multiforme pour conduire les croyants à adopter, vis-à-vis (lu pouvoir politique - musulman ou non - des attitudes aussi opposées que le légitimisme, la contestation ou l'abstention.

EN PLEINE MUTATION

Avec l'arrivée du **colonisateur**, cet Islam du terroir est entré dans une période de turbulences qui, relayée par les bouleversements des **indépendances**, puis par le "mal africain" de cette fin de siècle, a produit, cet Islam foisonnant et contrasté que nous observons actuellement.

L'école est le premier domaine où se sont jouées ces mutations. Car l'école occidentale a été perçue comme "la forme nouvelle de guerre que nous font, ceux qui sont, venus", selon les termes de l'héroïne d'un célèbre roman africain des années 70. Laquelle poursuit, : "Il faut y envoyer notre élite, en attendant d'y pousser tout, le pays", afin d'"apprendre à vaincre sans avoir raison" ! Rares sont ceux qui ont suivi ce conseil. L'attitude dominante a plutôt été le **refus de l'école**, d'abord par une espèce d'exil intérieur et de repli sur les structures traditionnelles de transmission du savoir religieux ; plus tard, on a recouru à une **contre-école arabe**, la *médersa*. Refus lourd de conséquences : il a engendré des élites arabisées, exclues par leur contre-culture de la gestion des états modernes produits par l'école occidentale ; d'où leur frustration venimeuse de se sentir les il perdants de l'histoire".

Autre conséquence de ces mutations : la **déstabilisation des élites traditionnelles**. Sultans, émirs et autres dépositaires du pouvoir ont, pour la plupart, collaboré avec le colonisateur. Leur autorité en a été profondément atteinte. Surtout, ils sont désormais rejetés par les nouvelles élites arabisées. Si bien que l'on assiste un peu partout à un **conflit de légitimités**, entre trois élites : maraboutique (ou confrérique), arabisante et occidentalisée.

A partir des années 70, le mouvement, s'accélère avec **l'entrée en lice des pays arabes**, soit par le biais de la coopération inter-Etats, soit par celui des organisations islamiques internationales. Cette coopération mêle action proprement missionnaire (c'est le devoir sacré de la *da'wa*) et aide socio-économique (3). Un effort gigantesque a été produit : formation de missionnaires au Soudan (Université internationale d'Afrique), au Niger (Université islamique de Say), en Libye et au Maghreb ; activités socio-missionnaires des ONG islamiques d'obédience saoudienne (Organisation d'assistance islamique), koweïtienne (Agence des musulmans d'Afrique), soudanaise (Organisation de l'appel à l'Islam) et libyenne (Association pour l'appel à l'Islam). Mais cette aide souffre de la compétition interarabe, où s'affrontent intérêts nationaux et choix idéologiques.

Sous les effets conjugués de cette coopération afro-arabe et surtout des mutations internes de l'Islam en Afrique, le **mouvement de réforme** s'affirme. Mises par les *médersas* en contact direct avec leurs sources religieuses, reliées plus étroitement, grâce au progrès des communications, avec les pays arabo-islamiques, stimulées enfin par la compétition idéologique avec la culture occidentale, les élites arabisées ont pris conscience très vive de la nécessité de ré-islamiser le vieil Islam nègre, plus proche, selon eux, du paganisme que de la vraie religion. Partout surgissent des mouvements réformistes, comme le mouvement Izala, au Nigeria, dont l'intitulé complet, en arabe, est en lui-même tout un programme : "Abolition des pratiques et croyances hérétiques et instauration de la vraie Tradition".

CONFLIT ENTRE REFORMISTES ET TRADITIONALISTES

Cette mouture afro-islamique de la vieille "querelle des Anciens et des Modernes" s'observe partout. Qu'On les appelle "*Wahhabites*" ou "*Ansar Assounna*", les réformateurs s'opposent à l'Islam confrérique traditionnel. Celui-ci demeure le plus puissant, mais probablement pas pour longtemps. Poussés par le vent de l'histoire et unis par l'urgence d'une seconde islamisation, les réformateurs se montrent les plus dynamiques. Le conflit, prend souvent la forme feutrée de querelles de minarets : concurrence entre prédicateurs, assortie d'interdictions de prêcher fulminées par les Conseils supérieurs islamiques ou autres Comités ad hoc. De temps à autre une conciliation est tentée, dont l'unanimité peine à cacher la vanité (4).

Mais le conflit peut se radicaliser en oppositions plus spectaculaires ; ainsi, au Niger, vient de se créer un collectif de sept associations qui conteste la représentativité de la très officielle Association islamique du Niger et organise des manifestations musclées pour l'instauration d'une vraie cité islamique. Il n'est pas rare que les choses tournent au drame: lynchage à mort de deux contestataires dans une mosquée, il y a deux ans à Am-Timan (Tchad) ; heurts entre musulmans d'obédiences rivales au Nigeria (60 morts en 1993), en Ethiopie (9 morts cette année), etc.

L'islamisme

Il convient de bien distinguer ces heurts, d'ordre d'abord religieux (même si les facteurs socio-ethniques n'y sont pas étrangers), de ceux qui relèvent du projet de déstabilisation et de prise de pouvoir préconisé par les tenants de l'**Islam politique**. Bien que le recours à la religion comme "idéologie de rupture" ait toujours été l'une des potentialités traditionnelles en Islam, nous accédons ici à un phénomène nouveau en Afrique noire (5). Cet islamisme est le symptôme d'un mal social profond

échecs successifs des socialismes, nationalismes et autres libéralismes ; radicalisation de la pauvreté ; règne du mensonge public et de la corruption ; domination sans partage de l'Occident (avec son modèle de modernité et ses institutions financières), d'autant moins supportable qu'elle n'est plus contrebalancée par le modèle soviétique. Autant de facteurs qui semblent fermer aux laissés pour compte de l'histoire toute autre voie que celle du "tout islam". D'autant que la victoire du mouvement islamiste en Iran (1979) a montré qu'il est possible "d'être homme sans forcément ressembler à l'Occidental" !

Diverses associations islamiques radicales voient le jour un peu partout. Militant - comme les réformistes - contre les interprètes populaires de l'Islam traditionnel et pour la purification des croyances et pratiques païennes, elles s'en démarquent par l'importance qu'elles accordent au **volet social** de leur action. S'appuyant sur une critique radicale et systématique de l'Occident, elles revendiquent une modernité qui ne serait plus déformée par le prisme occidental. Parmi les grands thèmes de leurs programmes : abolition de la laïcité et application de la sharia, islamisation du statut personnel, promotion de la langue arabe, officialisation de l'enseignement religieux à l'école.

Au Niger, en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie, au Zimbabwe, des partis politiques se qualifiant "d'islamiques" essaient, mais en vain, d'obtenir leur légalisation. Des manifestations sont organisées : à Zinder, le siège de l'Association des femmes du Niger est mis à sac, des bars incendiés, la publicité pour les préservatifs entravée ; à Kano (Nigeria), un digilitaire du palais et un professeur de sciences islamiques sont flagellés pour avoir osé condamner la décapitation d'un chrétien dans sa prison ; à Dar-es-Salam (Tanzanie), on saccage des boucheries porcines...

Le soutien des "parrains" de l'islamisme - Soudan, Libye (bien affaiblie aujourd'hui), Iran, Arabie - ne fait aucun doute ; mais point n'est besoin de faire appel à une internationale islamiste pour expliquer un courant dont un penseur tunisien décrit ainsi le fondement : "Ils sont nus. Ils n'ont que Dieu. Va-t-on aussi le leur enlever ?" Comme le dit un journaliste nigérian, "c'est la **démision** des démocrates sincères et du pouvoir devant les problèmes entiers que vit notre peuple qui fait le lit de l'islamisme militant". Pourtant "l'Islam noir" a une trop longue tradition de tolérance pour y renoncer définitivement. Ne sous-estimons pas les perspectives d'évolution favorable des confréries, par renouvellement interne : au Sénégal, au Soudan, ailleurs encore, n'assiste-t-on pas à la naissance d'une classe de "démocrates religieux", ni islamistes, ni traditionalistes, qui laissent entrevoir une troisième voie ? N'oublions pas non plus les élites modernistes : en silence, parce que hors du champ spécifiquement religieux, elles fraient à l'Islam un chemin d'intégration harmonieuse dans la modernité.

Musulmans et chrétiens

Quand les instances islamiques internationales parlent de l'Afrique comme du "continent de l'Islam" et que l'Eglise catholique programme une "seconde évangélisation", il n'est pas étonnant que les deux communautés s'affrontent. Ainsi, dans un continent où la **convivialité** islamo-chrétienne est déjà une ancienne tradition, les dernières années ont vu ces relations se **détériorer**. En témoignent des exactions spontanées - lynchages de chrétiens et incendies d'églises au Nigeria, heurts interconfessionnels de Koumassi (Ghana), tentative d'assassinat de deux prêtres en Mauritanie, attaque de la cathédrale de Moundou (Tchad) - mais aussi des programmes planifiés, comme au Soudan, où (sans parler du génocide du Sud et de l'Ouest), aucune autorisation de construire une église n'a été

délivrée depuis trente ans et où le christianisme est systématiquement combattu. Il y a aussi, plus diffuse et sournoise, une "islamisation rampante" qui consiste à pousser à la conversion par la pression sociale : rythmes quotidiens calqués sur ceux de la prière et du jeûne ; modes de vie inspirés de rites musulmans, etc.

Mais, si ces conflits sont spectaculaires, les exemples de **convivialité** sont plus fréquents : collaboration aux mêmes oeuvres sociales (dans les structures publiques comme dans les ONG chrétiennes), accueil de musulmans dans les mouvements catholiques (Scouts du Sénégal, Jeunesse ouvrière *croyante* au Mali). Cette convivialité peut prendre aussi la forme plus médiatique d'une manifestation conjointe de chrétiens et de musulmans : au Liberia, contre les chefs de guerre ; au Kenya, avec plus de cent imams, contre l'arbitraire du régime ; au Sénégal, avec un communiqué conjoint des évêques et de l'Association nationale des imams sur le devoir électoral ; en Ethiopie, avec une prière commune à l'occasion du mois de Ramadan.

Au récent Synode pour l'Afrique, les évêques ont souligné ce caractère contrasté des rapports islamo-chrétiens : "Juger que les relations entre l'Eglise et l'Islam sont généralement bonnes ne peut dispenser d'être vigilants tant que des signaux négatifs ici et là restent une cause de véritable inquiétude".

Mais, "malgré les menaces réelles, l'avancée de l'islamisme intégriste ne devrait pas nous arrêter dans notre devoir de dialogue". Présenté à plusieurs reprises comme un "contrepoids face aux intégrismes", ce dialogue exige une solide formation du clergé et des cadres laïcs en islamologie.

Persévérance dans le dialogue, vigilance face aux pressions islamistes, formation à la connaissance de l'Islam : ces consignes de l'Eglise catholique sauront-elles apaiser les inquiétudes qui s'amplifient ? Là où les chrétiens vivent depuis longtemps au contact des musulmans et où l'épiscopat y est préparé, comme dans le Sahel, on peut raisonnablement répondre par l'affirmative . Mais ailleurs, comme en Afrique de l'Est, "la situation est très grave", selon un expert catholique : du fait de leur ignorance, de leur impréparation et, de leurs divisions, les chrétiens cèdent à des prises de position alarmistes qui ne font qu'envenimer la situation. Tous les chrétiens d'Afrique n'ont pas la stature d'un Gabriel Zubeyr, archevêque de Khartoum, dont le courage et la dignité en imposent à tous. Il n'est pas aisé d'être évangélique, d'unir la "candeur de la colombe" à la "prudence du serpent" ! Selon le mot d'un évêque au Synode, "on ne peut conduire toute l'Eglise au martyre".

Notes

- 1) La vallée du Nil a longtemps été fermée aux migrations arabes par la résistance, jusqu'au XIV^e siècle, des royaumes chrétiens de Nubie.
- 2) L'un des quatre rites sunnites orthodoxes. Mais l'Islam est-africain, lui, est shafi'ite.
- 3) Ainsi, l'objectif avoué du Fonds islamique de solidarité (géré par la Banque islamique pour le développement, créée en 1975 par l'Organisation de la conférence islamique) est "d'aider à la réalisation de l'unité islamique et à la diffusion de l'Islam".
- 4) Ainsi de l'accord signé à NDjamena en 1993 entre les associations Liwa al-Hack al- Tidjanyya et Ansar Assounna sous le titre "Fondements généraux pour la cohabitation pacifique entre les Musulmans".
- 5) Bien que, par une relecture actualisante des Jihads peuls du XIX^e siècle, les élites islamisantes du Nigeria tentent de donner à l'islamisme un enracinement africain.
- 6) Si, dans la plupart des cas, ce sont les islamistes qui sont, en cause dans ces heurts, il arrive aussi que ce soit des chrétiens. Ainsi, en Zambie, le fondamentalisme chrétien du Président

Chiluba - qui a proclamé le pays "nation chrétienne" - se traduit par des mesures discriminatoires à l'encontre des musulmans.

Henri **Coudray** S.J., N'Djamena (Tchad)

ASIE DU SUD-EST: LE TEMPS DE L'ISLAM ?

par Christian LECHERVY

Le défi islamiste en Asie du Sud-Est : un enjeu politique croissant depuis, les années 80.

Bangladesh, Inde, Pakistan, Indonésie : plus d'un musulman sur deux dans le monde vit en Asie. En Asie du Sud-Est, l'Islam est minoritaire au Cambodge, au Viêt-nam, en Thaïlande et aux Philippines, mais majoritaire dans trois des sept Etats de l'ASEAN (1).

L'Islam s'est surtout diffusé aux XV^e et XVI^e siècles, touchant d'abord la péninsule malaise puis la plus grande partie du monde insulaire avant d'être arrêté dans l'archipel philippin par les Espagnols. L'islamisation a emprunté, dans le sillage des marins et, négociants indiens et arabes, les mêmes voies maritimes que le bouddhisme, dix à quinze siècles plus tôt. Cette pénétration de l'Islam marchand, à partir de l'Inde, a contribué à forger l'espace Sud-Est asiatique, en concentrant les pôles de l'activité économique sur les façades maritimes. Parallèlement, la langue malaise se répandait, devenant la langue de communication sur les mers et dans les ports.

La civilisation musulmane, qui a recouvert plus qu'elle n'a éliminé, les vieilles traditions hindouistes et animistes, n'a pu constituer un espace politique homogène, un Empire. La vieille loi coutumière s'est partout maintenue avec force, même lorsqu'elle s'opposait à la loi coranique. A côté de l'Islam et de son universalisme, les religions traditionnelles ont persisté, avec leurs cultes de possession et leurs pratiques chamaniques. Cette cohabitation tranquille donne du Sud-Est asiatique **l'image d'un espace religieux apaisé.**

Mais, depuis les années 80 - révolution iranienne, guerre d'Afghanistan, fin du condominium soviéto-vietnamien sur l'Indochine - l'Islam (re)devient un enjeu politique. La guerre du Golfe, puis les événements d'ex-Yougoslavie, sont venus alimenter l'expression radicale d'une **vision pan-islamique, voire anti-occidentale**, des rapports de force internationaux. Le défi islamiste est, devenu en Asie du sud-Est, un enjeu d'actualité ; en témoignent la couverture médiatique de l'arrestation en 1994 d'Ashaari Muhammad, l'ancien chef de la secte malaysienne Al Arqam, les agissements du groupe Abu Sayyaf aux Philippines, ou encore les coups de main de la Patani United Liberation Organisation dans le sud de la Thaïlande.

A l'heure où chacun des Etats de la région relève avec succès le défi de la croissance économique, les identités nationales s'affirment. Le cadre du jeu démocratique régional donne ainsi à l'Islam politique l'occasion de s'afficher - c'est une première depuis la fondation de ces Etats au lendemain de la seconde guerre mondiale - voire de guider les plus hautes instances d'Etat. La succession du général Suharto en Malaysia (2) seront pour lui d'importantes échéances.

L'Islam du Sud-Est est également présent, même si on n'y prête guère attention, sur la scène internationale ; il soutient la cause palestinienne, s'inquiète du sort des Bosniaques et des Tchétchènes et suit avec attention le sort des minorités musulmanes : les Rohingya du Myanmar, les Hui et Ouïghour de Chine populaire. A sa manière, l'Islam participe à l'entrée du Sud-Est asiatique dans l'espace des relations internationales.

La menace de l'intégrisme

Seul le sultanat pétrolier de Brunei a l'Islam pour religion d'Etat. Mais la **peur de l'intégrisme** islamique s'empare peu à peu de tous les pays de la région. Les minorités chinoises, notamment, craignent d'être la première cible du retour de l'Islam en politique.

A **Brunei**, l'intégrisme gagne du terrain : l'interdiction de l'alcool, la destruction de lieux de culte chinois et le refus de renouveler les visas des prêtres étrangers en sont les dernières manifestations. En 1994, le Sultan a cru bon de placer sous son autorité directe le mufti d'Etat. La famille régnante affiche ses pratiques religieuses rigoristes de manière d'autant plus ostentatoire que ses mœurs dissolues font la une de la presse régionale.

En **Indonésie**, le parti dominant, le Golkar, peaufine son image pieuse ; il enrôle des *ouléma*, envoie ses cadres et ses militants à La Mecque, officialise les tribunaux islamiques en matière de mariage et d'héritage. En 1989, l'enseignement religieux, déjà généralisé dans le secteur public, a été imposé également dans les écoles chrétiennes. Lors de la guerre du Golfe, un nouveau pas a été franchi, le gouvernement de Djakarta renonçant à interdire le *jilbab* (voile) dans les écoles. Politiquement, pourtant, les musulmans indonésiens demeurent très divisés entre une majorité sunnite libérale (les *Abangan*) et une minorité orthodoxe, sinon intégriste, proche parfois du soufisme (les *Tantris*), qui rêve de construire un Etat islamique.

A l'avenir, la radicalisation de l'Islam indonésien dépendra pour une bonne part de **l'évolution religieuse des forces armées**. Le Président Suharto ne cache pas son espoir de voir l'armée, dans les années qui viennent, entrer dans l'orbite de l'Islam moderniste prônée par le Dr Habibie, président de l'Association des intellectuels musulmans et actuel ministre de l'Industrie. L'activisme musulman d'un homme dont chacun sait qu'il est l'un des successeurs possibles du général Suharto inquiète les observateurs : verra-t-on le principal pays musulman de la planète renoncer à la laïcité de l'Etat ? Les fondements idéologiques du régime seraient alors ébranlés, puisque l'unité au sein d'un même Etat d'un archipel aussi divers et contrasté a été maintenue par une idéologie non musulmane, celle du Pancasila (les "cinq principes") : inscrite dans la Constitution, elle affirme le principe d'une croyance en un Dieu, mais ne donne aucune place privilégiée à la religion musulmane, qui est celle de 80% de la population.

Les mouvements fondamentalistes peuvent-ils représenter une alternative ? Même si les courants islamistes s'appuient sur une tradition activiste et militaire ancienne, ils ne constituent pas une menace immédiate pour la stabilité de l'Etat. Pour l'heure, la plus importante organisation musulmane du pays (la Nahdatul Ulama), qui compte 35 millions d'affiliés, affiche une vision libérale du politique et milite pour la démocratisation du pays. Son leader, Abdurrahman Wahid, est, depuis 1991, l'un des co-fondateurs du Forum pour la Démocratie, composé d'intellectuels favorables au dialogue inter-religieux.

La confrontation armée

Mais cette vision moderne de l'Islam, certes majoritaire, ne doit pas cacher la rémanence d'une contestation musulmane armée.

En Indonésie, l'islamisme radical ne représente un risque militaire qu'à travers le Front de libération d'Aceh, installé dans une région du nord de Sumatra nommée "la Porte de La Mecque" en raison de la ferveur des pratiques religieuses qui y règne depuis le XIII^e siècle. De même, aux **Philippines**, les capacités militaires du Front Moro de libération nationale (MNLF) restent circonscrites et ses soutiens extérieurs limités. Certes, le MNLF dispose de relais en Libye et au Moyen-Orient et a réussi à obtenir un siège à l'Organisation de la Conférence islamique, mais il s'agit là de soutiens marginaux. Malgré de durables rivalités territoriales entre chacun des Etats de la région, les capitales de l'ASEAN évitent d'utiliser la cause islamiste pour faire aboutir leurs revendications nationalistes. Il n'en fut pas toujours ainsi, notamment du côté de Kuala Lumpur : il y a quelques années, le gouverneur du Sabah malaysien n'hésitait pas à apporter son soutien à la cause des "Moro" dans les provinces musulmanes voisines de Mindanao et de Sulu (Philippines).

Certains mouvements islamistes continuent de prôner le recours à la violence. Mais, aux Philippines, la radicalisation de la contestation islamiste traduit d'abord l'échec **politique** des **organisations traditionnelles** : elles n'ont pu s'opposer à la pression démographique croissante des

populations chrétiennes, qui limitait d'autant les assises territoriales musulmanes. Pour marginaliser les opposants les plus violents, on compte moins, aujourd'hui, sur le recours à la guerre que sur le développement économique. Rien ne dit que cela sera suffisant.

La dérive terroriste

Aux Philippines, le terrorisme islamiste est considéré, depuis un an ou deux, comme une menace sérieuse. Lors du voyage de Jean-Paul II à Manille, en janvier dernier, un attentat a été déjoué à temps. Marginalisés politiquement et socialement, certains groupes armés du Sud n'hésitent plus à recourir à l'action terroriste pour se faire entendre. Espérons que les politiciens opposés au Président Ramos n'attisent pas en sous-main de telles actions, jouant la politique du pire pour pouvoir accuser le Président de la République de vouloir réinstaller la loi martiale en vue de garder le pouvoir au-delà du terme de son mandat, non renouvelable selon la Constitution.

Cette nouvelle menace oblige le gouvernement de Manille à chercher de nouvelles réponses policières. Il n'a plus à faire face, comme par le passé, à de véritables armées insurgées (MNLF, Moro Islamic Liberation Front, New People Army) mais à de nouvelles techniques de guerre: assassinat, prise d'otages, pose de bombes dans des lieux publics (aéroports, cinémas, navires de haute mer, grands magasins - la chaîne SM du Sino-philippin Henry Sy serait particulièrement visée).

Au sein des mouvements recourant au terrorisme, **la coopération internationale** est forte. Au début de 1995, au cours d'opérations visant à démanteler des réseaux extrémistes, la police et l'armée des Philippines ont interpellé des ressortissants iraniens, jordaniens et syriens, soupçonnés d'avoir commis des attentats terroristes pour le compte du groupe Abu Sayyaf (groupe de 200 hommes environ, dirigé par Aboubakar Janjalani, implanté à Mindanao et dans les Sulus). Or ces ressortissants arabes sont recherchés au Proche-Orient comme militants du groupe islamique *Al Gamaat Al Islamiya*, qui prêche la guerre sainte contre le gouvernement égyptien.

Des commandos-suicides, *Mollah Forces*, auraient été constituées au sein des groupes féminins du mouvement Al Karakata Al Islamiya. Cette nouvelle menace est d'autant plus difficile à juguler que les terroristes employés sont des étrangers ou des Philippines formés au Pakistan et en Afghanistan, donc moins bien connus des services de police. En outre, les effectifs assignés aux attentats n'excéderaient pas 65 personnes, dont un tiers de femmes.

Pourtant, même très meurtrière (l'attaque d'Ipil, le 4 avril 1995, a fait plus de 50 victimes), cette *djihad* islamique appuyée par le terrorisme international ne réussira pas l'islamisation politique des populations locales : son discours politique, économique et social, quasi inexistant, est fort peu mobilisateur. Ces mouvements armés sont encore à la recherche de projets idéologiques, voire de dirigeants incontestables. L'islamisation du politique risque davantage de se produire à l'occasion des processus de succession à la tête des Etats.

Islamisation "par le haut"

Afin d'affirmer leurs identités propres, les candidats à la succession du général Suharto et du Dr Mahathir cultivent leur fibre islamique. Ce faisant, ils n'innovent pas totalement : le Dr Mahathir avait été lui-même, à la fin des années 60, le chantre d'une réislamisation des valeurs du parti au pouvoir (UMNO) ; attitude qui lui valut d'en être exclu un temps.

Les institutions musulmanes sont devenues des **enjeux de pouvoir**. A Kuala Lumpur, il est de notoriété publique que le Président, de *l'Institute of Islamic Understanding of Malaysia* est très proche du Premier Ministre, et que le président de l'Université islamique internationale n'est autre que le vice-Premier ministre. L'Islam est un atout électoral, comme en a témoigné, à la veille des récentes élections législatives anticipées, la visite en Bosnie du ministre malaysien de la Défense, M. Najib, pour célébrer la fin du ramadan avec le contingent malaysien de la FORPRONU. Dans cette recherche

d'une nouvelle légitimité, le gouvernement malaysien joue lui aussi sur le terrain des islamistes, construit des mosquées, veille à la qualité de l'enseignement religieux.

Pourtant, la **Malaysia**, l'une des plus anciennes démocraties parlementaires d'Asie du Sud-Est, n'est pas une république islamique. Elle s'apprête d'ailleurs à normaliser, à son tour, ses relations avec l'Etat d'Israël.

Conséquence de la réappropriation de la dialectique islamiste par les gouvernements légitimes: les partis politiques censés représenter traditionnellement le point de vue des musulmans s'affaiblissent. Ainsi, le Parti de l'unité pour le développement (Indonésie) et le Parti Islam Se-Malaysia (Malaysia) n'arrivent pas à élargir leur influence. Seule la poursuite de la **croissance économique et une juste redistribution** de ses fruits pourront éviter à ces pays de recourir à l'identité musulmane comme source de mobilisation nationale et ethnique. Cet enjeu économique est d'autant plus important que le fait musulman participe de la légitimité politique intérieure et extérieure des Etats.

Solidarité avec les Balkans

Le retentissement de la guerre du Golfe dans la région a été limité. Certes, la Malaysia, restée neutre dans le conflit, affirme, *urbi et orbi*, qu'elle le serait encore en cas de nouveau conflit entre l'Irak et le Koweït. Attitude davantage inspirée par un rejet des monarchies du Golfe que par une inquiétude envers des risques de débordements islamistes nationaux.

En revanche, l'impact des événements de l'ex-Yougoslavie est très fort en Malaysia et en Indonésie, impact qui ne s'explique pas seulement par la solidarité musulmane. A Kuala Lumpur, où se sont installées quelques familles venues de Sarajevo, les jeunesses de l'UMNO affichent haut et fort leur soutien militant à la cause bosniaque. En faisant de la publicité à ces événements, la Malaysia veut démontrer qu'elle n'est pas seulement un nouveau pays industriel qui a réussi son décollage économique, mais aussi un acteur important de la scène internationale. Pour la même raison, Kuala Lumpur participe aux opérations de maintien de la paix en Europe, comme les Européens participaient hier à l'Autorité provisoire des Nations-Unies au Cambodge. A la mi-mai 1995, un nouveau bataillon du génie malaysien a rejoint les forces des Nations-Unies en Bosnie ; bientôt les 1633 soldats malaysiens seront 3000, le rapatriement des unités stationnées en Somalie ayant permis de dégager de nouveaux contingents.

En se revêtant ainsi des oripeaux de la puissance, Kuala Lumpur affiche sa conviction de la (re)naissance de la puissance asiatique et du déclin de l'Europe. Cette dialectique permet de proclamer un discours mobilisateur dans le tiers-monde - autre objectif de la diplomatie malaysienne - en mettant en cause l'inaction coupable du "monde blanc". Lors de la chute de Bihac, on pouvait lire dans le quotidien *Utusan Malaysia* que cet événement était le résultat d'une "conspiration américano-européenne visant à permettre aux Serbes de prendre possession de l'ensemble de la Bosnie".

La médiatisation de la dramaturgie yougoslave vise aussi à faire taire les critiques occidentales sur la gestion déficiente de la démocratie locale et du pluralisme ethnique. On ne sera donc pas surpris de voir le Président indonésien Suharto proposer une nouvelle initiative diplomatique pour un règlement de paix en ex-Yougoslavie, fondé sur un retour aux principes d'une confédération yougoslave. Mais au-delà des enjeux politiques et idéologico-religieux, les pays de la région cherchent aussi à affirmer leur volonté de développer leurs relations avec l'Europe et ses marchés en prenant rang dès maintenant dans l'économie de la reconstruction d'après-guerre : la compagnie pétrolière indonésienne *Petronas* vient de signer un accord de coopération avec la compagnie nationale croate du pétrole, tandis que le gouvernement soutient la création d'une Agence pour la reconstruction de la Bosnie et d'une banque de développement spécifique.

Ce dernier exemple montre combien le discours islamique et celui qui valorise la solidarité musulmane cachent mal certaines ambitions personnelles ; ils fondent, à défaut d'autres idéologies

universalistes, des ambitions de puissance internationale. Toute faiblesse politique dans la poursuite du succès économique des "nouveaux Dragons" du Sud-Est asiatique peut ouvrir aux islamistes l'accès au pouvoir. Une telle éventualité-, si elle devait se produire, ne résulterait pas de l'intervention d'Etats musulmans perturbateurs (Arabie saoudite, Iran, Pakistan) mais bien de l'échec des forces politiques de la région.

Notes

- 1) ASEAN : Association of South East Asian Nations. Créée en 1967, l'ASEAN rassemble à ce jour 6 pays : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande. Le Viêt-Nam va s'y joindre à la fin de ce mois de juillet.
- 2) Le mot habituel en français, Malaisie, ne désigne en fait qu'une partie - la partie continentale - d'un Etat qui comprend aussi une partie importante de l'île de Bornéo. Son appellation exacte est en français "Fédération de Malaisie" et en anglais Malaysia.

INDONESIE

capitale : Djakarta
superficie : 1 913 000 km²
population 200 millions
musulmans 80% PNB/hab : 719 \$

FEDERATION DE MALAISIE

capitale : Kuala Lumpur
superficie 330 000 km²
population 20 millions
musulmans 50%
PNB/hab : 3 068 \$

BRUNEI

capitale : Bandar S.B.
superficie : 5 770 km²
population : 282 000
musulmans : 64%
PNB/hab : 14 144 \$

PHILIPPINES

capitale : Manille
superficie : 300 000 km²
population : 68 millions
musulmans : 5%
PNB/hab : 782 \$

THAILANDE

capitale : Bangkok
superficie : 514 000 km²
population : 58 millions

musulmans : 4 %
PNB/hab : 2 035 \$

(Source : *L'Etat du monde* 1995, La Découverte)

Christian Lechervy, chargé de cours à l'Institut des langues orientales

a b c f

SE COMPRENDRE

Rédaction & Administration: Ph. Thiriez

SMA-PB - 7, rue du Planit - 69110 Ste Foy-lès-Lyon - France

Tél. 04 78 59 20 42

Fax: 04 78 59 88 61

Abonnements (10 numéros par an, de Janvier à Décembre)

France: 26 € (175 F) - Etranger: 30 € (200 F) - CCP 15 263 74 H Paris

Site Internet: <http://www.comprendre.org>

adresse e-mail: contact@comprendre.org